

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DIST. GÉNÉRAL
E/CN.4/SR.136
3 avril 1950
ORIGINAL : FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT TRENTE-SIXIÈME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le lundi 27 mars 1950, à 11 heures.

SOMMAIRE :

- Projet de résolution de l'URSS sur la représentation de la Chine au sein de la Commission (E/CN.4/369).
- Election du bureau :
 - Election du Président;
 - Election des Vice-Présidents;
 - Election du Rapporteur.
- Adoption de l'ordre du jour (E/CN.4/356/Rev.1).
- Ordre dans lequel seront discutées les questions figurant à l'ordre du jour.
- Horaire des séances.

PRESENTS

Présidente

Mme ROOSEVELT

Etats-Unis d'Amérique

Membres :

M. WHITLAM
M. STEYAERT
M. SANTA CRUZ
M. TCHANG
Mme WRIGHT
M. RAMADAN
M. ORDONTEAU
M. KYROU
Mme MEHTA
M. MALIK
M. MENDEZ
M. TSARAPKINE

Australie
Belgique
Chili
Chine
Danemark
Egypte
France
Grèce
Inde
Liban
Philippines
Union des Républiques socialistes
soviétiques
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
Uruguay
Yougoslavie

M. HOARE

M. RODRIGUEZ FABREGAT
M. JEVREMOVIC

Représentants d'institutions spécialisées :

M. EVANS

Organisation internationale du Travail
(OIT)

M. ARNALDO

Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

M. KAUL

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Représente d'une organisation non gouvernementale de la catégorie A :

Mlle SENDER

Confédération internationale des
syndicats libres (CISL)

Représentants d'organisations non gouvernementales de la catégorie B :

Mlle NOLDE

Comité des Eglises pour les affaires
internationales

M. BERNSTEIN

Comité de coordination d'organisations
juives

M. HUNTINGTON

Comité consultatif mondial de la
Société des amis

Mme PARSONS

Conseil international des femmes

Mlle HYMER

Fédération internationale des femmes de
carrières libérales et commerciales

M. BEER

Ligue internationale des droits de
l'homme

Mlle SCHAEFER

Union internationale des ligues féminines
catholiques

Mlle CARTER

Comité de liaison des grandes
associations internationales féminines

M. PERLZWEIG

Congrès juif mondial

Secrétariat :

M. LAUGIER

Secrétaire général adjoint chargé du
Département des questions sociales

M. HUMPHREY

Directeur de la Division des droits de
l'hommeM. LIN MOUSHENG
M. DAS

Secrétaires de la Commission

PROJET DE RESOLUTION DE L'URSS SUR LA REPRESENTATION DE LA CHINE AU SEIN DE LA COMMISSION (E/CN.4/369)

1. M. TSARAPKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle les événements récents qui se sont déroulés en Chine et qui ont abouti à la création de la République populaire de Chine. Corrompue, s'écroulant dans une faillite complète, la clique réactionnaire du Kouomintang a été battue sur les plans politique, économique et militaire, chassée du territoire continental de la Chine, et s'est réfugiée avec les restes de ses bandes armées dans l'île de Formose.
2. Le Gouvernement central populaire de la République populaire de Chine exerce maintenant toutes les fonctions de gouvernement sur le territoire de la Chine et sur ses 450 millions d'habitants. Ce Gouvernement a officiellement fait savoir à l'Organisation des Nations Unies qu'il ne reconnaissait pas les représentants du Kouomintang comme représentants du peuple chinois. Il a déclaré que leur présence est illégale et a demandé leur exclusion. En même temps, défendant ses droits légitimes d'Etat Membre de l'Organisation, le Gouvernement central populaire a désigné ses propres représentants au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social.
3. La délégation de l'Union soviétique a fait savoir à plusieurs reprises qu'elle appuie la demande justifiée du Gouvernement central populaire de la Chine et qu'elle ne reconnaît pas aux agents du Kouomintang la qualité de représentants de la Chine. Elle estime, elle aussi, que leur présence est illégale et elle a demandé leur exclusion.
4. Mais le droit qu'a le peuple chinois d'être représenté au sein des Nations Unies et de participer aux travaux de ses organes est usurpé par un petit nombre de représentants du groupe du Kouomintang, qui ne peuvent parler qu'en leur nom personnel. C'est là une situation sans précédent et qui dure depuis plus de quatre mois déjà. Il importe d'y mettre fin sans délai et, pour cela, d'exclure les représentants du Kouomintang des organes des Nations Unies et de permettre aux véritables représentants de la Chine d'occuper les places auxquelles ils ont droit. Dans ces conditions, la délégation de l'URSS présente un projet de résolution (E/CN.4/369) aux termes duquel la Commission des droits de l'homme décide d'exclure de son sein le représentant du groupe du Kouomintang.
5. En conclusion, le représentant de l'Union soviétique déclare que sa délégation ne participera pas aux travaux de la Commission tant que le représentant du Kouomintang continuera à y siéger.

6. La PRESIDENTE rappelle les termes de l'article 44 du règlement intérieur et déclare que le projet de résolution présenté par le représentant de l'URSS n'est pas recevable.

7. En effet, le Conseil économique et social a décidé lors de sa deuxième session que les Gouvernements élus à la Commission des droits de l'homme désignaient leurs représentants et que ces représentants seraient ensuite confirmés par le Conseil lui-même. Le Gouvernement de la Chine a désigné M. Tchang et le Conseil économique et social l'a confirmé en tant que membre de la Commission des droits de l'homme.

8. Par conséquent, si le représentant de l'URSS conteste le droit qu'a M. Tchang de siéger à la Commission des droits de l'homme, c'est au Conseil économique et social qu'il devrait présenter ses arguments et non à la Commission elle-même.

9. M. TSARAPKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la question qu'il a soulevée n'est pas de celles qu'on peut esquiver par des arguments de procédure. Il s'agit en effet d'une question d'une grande importance au point de vue politique et qui affecte toutes les activités de l'Organisation.

10. C'est dans l'intérêt de l'Organisation que M. Tsarapkin insiste pour que le projet de résolution qu'il a présenté soit discuté et mis aux voix. Il est exact que certains Etats suivent une politique différente de celle de l'URSS dans la question chinoise; c'est le cas notamment des Etats-Unis d'Amérique. Mais c'est néanmoins un procédé trop simpliste et trop injuste que de se borner à dire que le projet de résolution de l'URSS n'est pas recevable.

11. La PRESIDENTE constate que sa décision a été contestée et, conformément aux dispositions du règlement intérieur, elle la met aux voix.

Par 13 voix contre 2, la décision de la Présidente est confirmée.

12. M. TCHANG (Chine) fait observer que la proposition dont la Commission était saisie n'était nullement inattendue. Mais il lui semble impossible de tolérer des déclarations du genre de celle qui vient d'être faite, d'ailleurs usée par une répétition stéréotypée.

13. La question de la reconnaissance ou de la non-reconnaissance d'un gouvernement dépasse le cadre et la compétence de la Commission. La délégation chinoise auprès des Nations Unies représente le Gouvernement national de la Chine. En dépit du conflit qui fait rage en Chine, ce Gouvernement est le seul qui ait une existence légale.

14. La délégation chinoise a toujours défendu les intérêts du peuple chinois et exposé ses aspirations. Une grande tragédie humaine se joue actuellement sur le territoire de la Chine; pendant ce temps, le représentant de l'URSS essaie d'entraîner la Commission des droits de l'homme dans une manœuvre politique indigne. La tension qui règne dans l'Organisation des Nations Unies provient non du conflit de Chine, mais des départs des représentants de l'URSS de ses organes. Ces départs fournissent des titres aux journaux, mais ils ne constituent pas une contribution au progrès constructif des Nations Unies.

15. Enfin, en terminant, le représentant de la Chine invite la Commission à ne pas se laisser écarté de sa mission et à poursuivre ses travaux.

16. M. TSARAPKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la proposition de l'URSS était juste et nécessaire. La décision de la Présidente a créé une situation qui ne permet pas aux travaux de la Commission de suivre leurs cours normal.

17. La Présidente est également représentante des Etats-Unis d'Amérique; ses objections à la proposition de l'URSS ne sont qu'une continuation des tentatives du Gouvernement américain en vue d'utiliser les Nations Unies à des fins américaines étrangères aux intérêts de l'Organisation et de la paix. Ces fins sont connues de tous : la clique du Kuo-min-tang, détestée et chassée du territoire chinois, cherche à se venger du peuple chinois. Elle bombarde sauvagement des villes chinoises, massacrant ainsi des milliers de femmes, d'enfants, de vieillards innocents. Ces bombardements sont exécutés avec des avions américains. Le Gouvernement des Etats-Unis envoie à Formose des armements, y compris des tanks, dans le but de permettre à la clique du Kuo-min-tang de se cramponner à ce dernier refuge.

18. LA PRESIDENTE fait observer au représentant de l'URSS que la Commission des droits de l'homme n'est pas un organe approprié pour prononcer des discours de propagande. Elle l'invite à conclure.

19. M. TSARAPKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que le 23 mars 1950 un navire de 10.000 tonnes, appartenant à la "Canada Argonaut Shipping Company", a quitté Vancouver à destination de Formose avec un chargement de tanks.

20. Par ailleurs, la politique des Etats-Unis, politique de haine contre la République populaire de Chine, se manifeste également au sein des Nations Unies et les travaux de l'Organisation en souffrent.

21. Toutes ces tentatives en vue de maintenir en vie un régime pourri sont vouées à l'échec. L'histoire n'est pas réversible et on ne peut imposer à nouveau au peuple chinois une clique militariste.

22. En terminant, le représentant de l'URSS déclare que sa délégation ne participera pas aux travaux de la Commission tant que le représentant du Kouomintang n'en aura pas été exclu. Elle ne reconnaîtra pas, par ailleurs, comme légitime les décisions de la Commission prises avec la participation du représentant du Kouomintang.

Le représentant de l'URSS quitte la salle de séance.

23. M. SANTA CRUZ (Chili) stigmatise l'attaque grossière à laquelle s'est livré le représentant de l'URSS. Il estime que la seule décision à prendre en la matière était celle qu'a prise la Présidente. Aucun membre de la Commission n'a le droit de contester la validité des décisions qu'a prises le Conseil économique et social au sujet de la composition de la Commission des droits de l'homme. La proposition de l'URSS était visiblement contraire à l'esprit de la Charte et aux dispositions du règlement intérieur.

24. Au cours de sa sixième session, la tâche principale de la Commission des droits de l'homme consistera à terminer l'étude du pacte des droits de l'homme. Le représentant du Chili rappelle à ce sujet que la délégation de l'URSS s'est constamment opposée à l'idée d'un pacte des droits de l'homme. Tous ceux qui savent quelles sont les conditions qui existent en URSS en ce qui concerne les garanties des droits de l'individu savent que ce pays ne pourra jamais signer un pacte tel que celui que la Commission va rédiger. Son absence n'empêchera donc pas la Commission de faire dans ce domaine un travail positif.

25. M. RODRIGUEZ FABREGAT (Uruguay) déclare qu'il a voté pour le maintien de la décision de la Présidente parce qu'il estimait qu'il n'était pas

possible d'examiner une proposition telle que celle de la délégation de l'URSS. Cette proposition ne correspondait pas à un point de l'ordre du jour et, d'autre part, elle ne présentait pas une importance suffisante pour que la Commission interrompe le cours normal de ses travaux. Il considère enfin comme inadmissible la procédure consistant à poser un véritable ultimatum à la Commission.

26. Le problème était posé en termes parfaitement clairs: la Présidente a procédé de façon tout à fait normale dans le cadre du règlement intérieur.

27. L'incident étant clos après le départ du représentant de l'URSS, M. Rodriguez Fabregat exprime l'espoir que la Commission va pouvoir reprendre l'étude si importante, pour les Nations Unies et pour les principes établis dans la Charte, de la mise en application pratique des droits de l'homme.

28. La PRÉSIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, considère comme regrettable et injustifié le départ du représentant de l'URSS et, vraisemblablement, de celui de l'Ukraine aussi, de la Commission des droits de l'homme, pour la seule raison que la Commission n'a pas accepté une motion d'ordre présentée par le représentant de l'URSS.

29. L'article 55 du règlement intérieur dispose que les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents et votant; la Commission serait dans l'impossibilité de travailler si les dispositions de cet article ne sont pas appliquées. Il est évident que le point de vue de chacun des membres de la Commission sur chaque question ne prévaut pas chaque fois qu'il y a un vote; la Commission se trouverait rapidement dans l'impossibilité de fonctionner si ses membres la quittaient chaque fois qu'une majorité a décidé de ne pas faire sien leur point de vue, et la coopération internationale deviendrait impossible. Le Gouvernement des Etats-Unis estime que chaque Membre des Nations Unies doit être disposé à accepter les décisions parlementaires des organes des Nations Unies.

30. Mme Roosevelt considère que le retrait de l'URSS et de l'Ukraine de la Commission est une violation flagrante des obligations implicites contenues dans la Charte. L'URSS et l'Ukraine ont été élues membres de la Commission des droits de l'homme par le Conseil économique et social et ces deux pays sont par conséquent tenus de participer aux travaux de la Commission. Leur opinion sur la nature de la représentation de la Chine n'a aucun rapport avec la responsabilité et l'obligation qui leur incombent, aux termes de la Charte, de siéger au sein d'un organe des Nations Unies auquel ils ont été élus.

31. Il est évident qu'aucun Etat Membre des Nations Unies ne peut, par une absence délibérée, entraver le fonctionnement normal de la Commission ni entâcher la validité des décisions qu'elle peut prendre. Les travaux de la Commission des droits de l'homme présentent une importance fondamentale pour les Nations Unies et ils doivent être poursuivis. Les membres de la Commission sont chargés d'une lourde responsabilité, en particulier au cours de la sixième session où ils doivent terminer la rédaction du projet de pacte international des droits de l'homme et des mesures de mise en oeuvre, et transmettre leurs recommandations au Conseil économique et social qui les examinera au cours de sa onzième session et les transmettra à la cinquième session de l'Assemblée générale.

32. Mme Roosevelt considère que le retrait de l'URSS et de l'Ukraine de la Commission et d'autres organes des Nations Unies prouve que l'URSS et l'Ukraine s'intéressent davantage à des tactiques de propagande qu'aux efforts qui tendent à résoudre les problèmes internationaux fondamentaux qui se posent, entre d'autres, dans le domaine des droits de l'homme. Leurs actions contredisent leur thèse selon laquelle ils s'intéressent profondément à la question des droits de l'homme.

33. En terminant, Mme Roosevelt rappelle que l'URSS n'a pas participé aux travaux du Conseil de tutelle pendant la première année de l'existence de cet organe. Les membres du Conseil de tutelle ont alors exprimé leur regret et les membres de la Commission des droits de l'homme en font maintenant de même. Mais, comme dans le cas du Conseil de tutelle, les travaux de la Commission doivent procéder normalement.

34. M. TCHANG (Chine) rappelle que le peuple chinois a montré clairement qu'il ne renoncera jamais à son indépendance et à ses droits souverains. Il ne se soumettra jamais à une domination étrangère quelle qu'elle soit. Le représentant de la Chine appuie sans réserve la décision de la Présidente du fait que le problème était posé de façon parfaitement claire: il ne s'agissait point, pour le représentant de l'URSS, de savoir qui représenterait la Chine aux Nations Unies, mais d'imposer à la Commission une attitude politique déterminée.

ELECTION DU BUREAU

35. La PRESIDENTE invite la Commission à procéder à l'élection de son bureau.

36. M. SANTA CRUZ (Chili) déclare que, d'une manière générale, sa délégation préfère voir attribuer à tour de rôle aux diverses délégations l'honneur de diriger les travaux des organes des Nations Unies. Etant donné, cependant, que la Commission des droits de l'homme a pour tâche, au cours de la présente session, de mener à bien la mission qui lui a été confiée il y a plus de trois ans, celle d'achever la rédaction de la Charte des droits de l'homme, il serait logique de maintenir en fonction les membres de l'ancien bureau dont la compétence a grandement aidé la Commission à accomplir la première phase de cette mission, à savoir l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

37. M. Santa Cruz propose donc que Mme Roosevelt, représentante des Etats-Unis d'Amérique, M. Tchang, représentant de la Chine, M. Cassin, représentant de la France et M. Malik, représentant du Liban, soient nommés respectivement Présidente, Vice-Présidents et Rapporteur de la Commission.

38. M. WHITLAM (Australie) appuie cette proposition.

39. M. RODRIGUEZ FABREGAT (Uruguay) s'associe aux observations du représentant du Chili; il estime, lui aussi, que dans le cas présent il faut écarter le principe de la non-réélection ^{automatique} des membres du bureau, dans l'intérêt de la continuité des travaux de la Commission.

40. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) demande qu'il soit procédé séparément à l'élection des différents membres du bureau. La délégation yougoslave s'opposera, quant à elle, à l'élection du représentant de la Chine aux fonctions de Vice-Président.

Election du Président

Sur l'invitation de la Présidente M. Laugier (Secrétaire général adjoint) prend place au fauteuil présidentiel.

41. M. LAUGIER (Secrétaire général adjoint) demande à la Commission de se prononcer sur la candidature de Mme Roosevelt, représentante des Etats-Unis d'Amérique, à la présidence de la Commission.

Mme Roosevelt (Etats-Unis d'Amérique) est élue Présidente par acclamations.

Mme Roosevelt (Etats-Unis d'Amérique) reprend place au fauteuil présidentiel.

Election des Vice-Présidents

42. La PRESIDENTE invite la Commission à se prononcer sur la candidature de M. Tchang, représentant de la Chine, aux fonctions de premier Vice-Président.

43. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) réitère l'opposition de sa délégation contre l'élection du représentant de la Chine aux fonctions de Vice-Président de la Commission.

44. La PRESIDENTE déclare que, dans ces conditions, il sera procédé à une élection au scrutin secret, conformément à l'article 62 du règlement intérieur.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

A la demande de la Présidente, M. Malik (Liban) et M. Santa Cruz (Chili) assument les fonctions de scrutateurs.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, M. Tchang (Chine) est élu premier Vice-Président.

45. La PRESIDENTE invite ensuite la Commission à se prononcer sur la candidature de M. Cassin, représentant de la France, aux fonctions de deuxième Vice-Président.

A l'unanimité, M. Cassin (France) est élu deuxième Vice-Président.

Election du Rapporteur

46. La PRESIDENTE invite la Commission à se prononcer sur la candidature de M. Malik, représentant du Liban, aux fonctions de Rapporteur.

A l'unanimité, M. Malik (Liban) est élu Rapporteur.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (E/CN.4/356/Rev.1)

A l'unanimité, l'ordre du jour (E/CN.4/356/Rev.1) est adopté.

ORDRE DANS LEQUEL SERONT EXAMINEES LES QUESTIONS FIGURANT A L'ORDRE DU JOUR

47. M. SANTA CRUZ (Chili), appuyé par M. WHITLAM (Australie), propose à la Commission de reporter à plus tard l'examen du point 3 de son ordre du jour.

Par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions, cette proposition est adoptée.

48. M. KYROU (Grèce) suggère que la Commission examine le point 3 en même temps que le point 8, les deux questions étant connexes.

Il en est ainsi décidé.

49. M. SANTA CRUZ (Chili) propose d'aborder immédiatement le point 4 (projet de pacte international relatif aux droits de l'homme et mesures de mise en oeuvre) qui constitue le point le plus important de l'ordre du jour. Quant aux autres questions, leur ordre d'examen pourrait être décidé ultérieurement par la Présidente, en consultation avec le Secrétaire général.

50. La PRESIDENTE met aux voix la proposition du représentant du Chili.

A l'unanimité, cette proposition est adoptée.

Après une brève discussion, il est décidé, par un vote unanime, que la Commission se réunira le matin de 11 heures à 13 heures, et l'après-midi de 14 heures 30 à 17 heures 30.

51. La PRESIDENTE demande aux membres de la Commission qui désireraient présenter des déclarations d'ordre général avant d'aborder l'examen détaillé du projet de pacte de bien vouloir faire connaître immédiatement leur intention de le faire.

52. M. TCHANG (Chine) fait observer que les diverses délégations ont eu l'occasion, depuis plus de trois ans, d'exposer leur position de principe. La Commission désirera certainement entreprendre dès sa prochaine séance la rédaction définitive du projet de pacte.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 heures 45.